

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :

Date de validation par la préfecture :

Date d'affichage :

**CONSEIL METROPOLITAIN DU  
JEUDI 28 SEPTEMBRE 2023**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS  
EN EXERCICE : 81**

**QUORUM : 41**

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 28 septembre 2023, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : VEYRAT-MASSON Béatrice

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
66	15	0
<b>OBJET DE LA DELIBERATION</b>		
<b>N° 23/09/234</b>		
<b>CHOIX DU DELEGATAIRE - 21DSP03 CONCESSION POUR LE REAMENAGEMENT ET L'EXPLOITATION DES PORTS DE PLAISANCE DE LA RADE DE TOULON ET DE SAINT-ELME</b>		

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Gilles BALDACCHINO, Mme Valérie BATTESTI, M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, M. Pierre BONNEFOY, Mme Basma BOUCHKARA, Mme Béatrice BROTONS, M. François CARRASSAN, M. Robert CAVANNA, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Olivier CHARLOIS, M. Amaury CHARRETON, Mme Corinne CHENET, M. Franck CHOUQUET, M. Anthony CIVETTINI, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Nadine ESPINASSE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Pascale JANVIER, M. Laurent JEROME, Mme Corinne JOUVE, Mme Sylvie LAPORTE, M. Arnaud LATIL, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Mohamed MAHALI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Edwige MARINO, M. Jean-David MARION, M. Erick MASCARO, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, Mme Anne-Marie METAL, M. Joseph MINNITI, Mme Isabelle MONFORT, M. Christophe MORENO, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Ange MUSSO, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, M. Guy RAYNAUD, Mme Valérie RIALLAND, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Yann TANGUY, M. Albert TANGUY, M. Joël TONELLI, Mme Magali TURBATTE, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Gilles VINCENT, Mme Kristelle VINCENT.

**REPRESENTES :**

Mme Dominique ANDREOTTI ayant donné pouvoir à M. Mohamed MAHALI, M. Laurent BONNET ayant donné pouvoir à Mme Josée MASSI, M. Guillaume CAPOBIANCO ayant donné pouvoir à Mme Kristelle VINCENT, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à M. Laurent JEROME, M. Jean-Pierre COLIN ayant donné pouvoir à Mme Corinne CHENET, M. Laurent CUNEO ayant donné pouvoir à Mme Isabelle MONFORT, M. Luc DE SAINT-SERNIN ayant donné pouvoir à M. Albert TANGUY, Mme Brigitte GENETELLI ayant donné pouvoir à M. Emilien LEONI, Mme Delphine GROSSO ayant donné pouvoir à M. Robert BENEVENTI, Mme Valérie MONDONE ayant donné pouvoir à M. Erick MASCARO, Mme Virginie PIN ayant donné pouvoir à Mme Geneviève LEVY, Mme Chantal PORTUESE ayant donné pouvoir à Mme Basma BOUCHKARA, M. Christian SIMON ayant donné pouvoir à Mme Anne-Marie METAL, Mme Sandra TORRES ayant donné pouvoir à Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Joël TONELLI.

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :

Date de validation par la préfecture :

Date d'affichage :

## **Séance Publique du 28 septembre 2023**

**N° D' O R D R E : 23/09/234**

**O B J E T : CHOIX DU DELEGATAIRE - 21DSP03 CONCESSION  
POUR LE REAMENAGEMENT ET L'EXPLOITATION DES  
PORTS DE PLAISANCE DE LA RADE DE TOULON ET  
DE SAINT-ELME**

### **LE CONSEIL METROPOLITAIN**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1, ainsi que les articles L.1411-1 et suivants,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** le Code de la Commande Publique et notamment les articles L.3100-1 et suivants et R.3111-1 et suivants,

**VU** l'avis du comité technique du 9 juillet 2021,

**VU** l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 31 août 2021,

**VU** l'avis du Conseil Portuaire du 24 septembre 2021,

**VU** la délibération N°21/09/316 en date du 30 septembre 2021 approuvant le principe de la délégation de service public le choix du mode de gestion pour la concession de services publics pour l'exploitation et le réaménagement des ports de plaisance de la rade de Toulon et de Saint-Elme,

**VU** la décision de la Commission de Concession et de Délégation de Service Public en date du 21 décembre 2021 sur les candidats admis à présenter une offre,

**VU** l'avis de la Commission de Concession et de Délégation de Service Public en date du 1<sup>er</sup> juillet 2022 sur les candidats admis à négocier,

**VU** l'Arrêté n°AP23/98 du 23 mai 2023 portant délégation de fonctions et de signature du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à Monsieur Robert CAVANNA, Vice-Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, pour le représenter et mener à bien les négociations dans le cadre de cette procédure,

**VU** le rapport de Monsieur le Vice-Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, établi en application de l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales proposant de retenir le Groupement EIFFAGE SA et SODEPORTS en qualité de délégataire pour la concession de services publics pour l'exploitation et le réaménagement des ports de plaisance de la rade de Toulon, pour une durée de trente (30) ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024,

**VU** les documents transmis aux membres du Conseil Métropolitain en vertu de l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le projet de contrat et ses annexes, mis à disposition des conseillers métropolitains conformément à l'article L.1411-7 du Code général des collectivités territoriales,

**VU** l'avis de la Commission Finances et Administration Générale du 18 septembre 2023,

**VU** l'avis de la Commission Mobilités du 25 septembre 2023,

**CONSIDERANT** que le contrat actuel de délégation de service public afférant à l'exploitation des ports de plaisance de la rade de Toulon et de Saint-Elme arrive à son terme le 31 décembre 2023 à minuit,

**CONSIDERANT** qu'un avis de concession a été adressé le 28/10/2021 et publié sur les supports suivants et aux dates suivantes :

- BOAMP, paru le 30/10/2021 ;
- JOUE, paru le 02/11/2021 ;
- LE MARIN, paru en version Web au le 05/11/2021 et dans la revue en version papier le 11/11/2021 ;
- AWS, paru le 31/10/2021.

**CONSIDERANT** que les candidats étaient invités à remettre leur candidature et leur offre au plus tard le 06/12/2021 à 16h00 dans le cadre de la mise en œuvre d'une procédure restreinte,

**CONSIDERANT** que la Commission de concession et de Délégation de Service Public s'est réunie le 7 décembre 2021 pour procéder à l'ouverture des plis,

**CONSIDERANT** que la Commission de Concession et de Délégation de Service Public s'est ensuite réunie le 21 décembre 2021 pour procéder à l'examen des trois dossiers de candidature remis et a admis les trois candidats à présenter une offre, soit pli n° 1 CCI du Var, pli n°2 EDEIS CONCESSIONS et pli n°3 EIFFAGE SA,

**CONSIDERANT** que suite à l'avis de la Commission de concession et de Délégation de Service Public du 21 décembre 2021, le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) a par la suite été transmis le 6 janvier 2022 uniquement aux trois candidats admis à présenter une offre, la date limite de remise des offres étant fixée au 12 mai 2022,

**CONSIDERANT** que seuls les candidats CCI du Var et EIFFAGE SA ont remis une offre dans les délais, le candidat EDEIS CONCESSIONS n'ayant pas déposé d'offre,

**CONSIDERANT** que la Commission de Concession et de Délégation de Service Public réunie le 1er juillet 2022 a rendu son avis sur les offres remises par les candidats CCI du Var et EIFFAGE SA par lequel, après analyse, elle recommandait au représentant du Président de la Métropole, autorité concédante, d'engager les négociations avec les deux soumissionnaires précités,

**CONSIDERANT** qu'à la suite du processus de négociation, le représentant du Président de la Métropole a sollicité les candidats, par courrier du 26 décembre 2022, pour leur demander de procéder à la remise de leur offre finale, pour le 27 janvier 2023,

**CONSIDÉRANT** qu'au regard des conclusions du rapport du Président, mis à disposition des conseillers métropolitains conformément à l'article L.1411-7 du Code général des collectivités territoriales, l'offre du candidat Groupement EIFFAGE SA et SODEPORTS apparaît comme la meilleure offre au regard des critères d'analyse des offres du règlement de consultation,

**CONSIDÉRANT** le projet de contrat pour la délégation de service public afférant à l'exploitation et le réaménagement des ports de plaisance de la rade de Toulon et l'ensemble de ses annexes,

**CONSIDÉRANT** les conditions tarifaires et financières fixées au projet de contrat, qui intègrent notamment les modalités de rémunération du concessionnaire, les conditions financières applicables en cas d'évolution du service, le plan d'investissement du concessionnaire et les modalités d'évolutions et d'indexation de ces conditions financières,

**CONSIDÉRANT** que les ports de Saint-Elme et Saint-Louis du Mourillon, qui étaient présentés en option dans le Dossier de Consultation des Entreprises, ne seront pas intégrés dans le périmètre concessif et seront exploités par la Métropole en régie directe,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'APPROUVER** le choix du Groupement EIFFAGE SA et SODEPORTS pour la concession de services publics pour l'exploitation et le réaménagement des ports de plaisance de la rade de Toulon, pour une durée de trente (30) ans à compter du 1er janvier 2024 et autoriser sa signature avec la société dédiée PORTELO SAS.

## **ARTICLE 2**

**D'APPROUVER** l'économie générale et le contrat pour la concession sous forme de délégation de service public pour l'exploitation et le réaménagement des ports de plaisance de la rade de Toulon et les documents qui y sont annexés.

## **ARTICLE 3**

**D'APPROUVER** les conditions tarifaires et financières du contrat concession sous forme de délégation de service public pour l'exploitation et le réaménagement des ports de plaisance de la rade de Toulon telles que rappelés dans le rapport du Président mis à disposition des conseillers métropolitains conformément à l'article L.1411-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, en particulier les montants suivants : investissements (71,3 M€), dépenses de gros entretien et renouvellement (24,9 M€), recettes d'exploitation (391,1 M€), dépenses d'exploitation (232,3 M€).

## **ARTICLE 4**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer le contrat de délégation de service public et ses annexes, à intervenir et à procéder aux mesures de publicité requises.

## **ARTICLE 5**

**D'APPROUVER** le rapport du Président au Conseil métropolitain mis à disposition des conseillers métropolitains conformément à l'article L.1411-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

## **ARTICLE 6**

**DE CHARGER** Monsieur le Président, ou son représentant, de l'exécution de la présente délibération.

## **ARTICLE 7**

**DE DIRE** que les dépenses liées à cette DSP seront imputées au budget annexe 30 - Port de Toulon, sur l'opération 50137, au chapitre 011, article 611. Les recettes seront créditées au chapitre 70, à l'article 706 de cette même opération.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 28 septembre 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



POUR 68

CONTRE 4

Monsieur Olivier CHARLOIS , Monsieur Philippe LEROY, Madame Cécile MUSCHOTTI, Madame Chantal PORTUESE.

ABSTENTION 9

Monsieur Gilles BALDACCHINO, Madame Basma BOUCHKARA, Monsieur Anthony CIVETTINI, Monsieur Laurent CUNEO, Madame Nadine ESPINASSE, Monsieur Jean-David MARION, Madame Isabelle MONFORT, Monsieur Amaury NAVARRANNE, Madame Rachel ROUSSEL.